

Possibilités et prospérité : l'avenir de l'Ouest canadien

Un rapport de l'équipe spéciale sur les
solutions économiques de l'Ouest de la FCM



FÉDÉRATION
CANADIENNE DES
MUNICIPALITÉS

FEDERATION
OF CANADIAN
MUNICIPALITIES

Table des matières

Qu'est-ce que l'équipe spéciale sur les solutions économiques de l'Ouest de la FCM?	1
Aperçu des défis économiques auxquels font face les collectivités de l'Ouest	2
Comment l'ÉSSÉO a façonné le programme national	4
Encourager les investissements fédéraux dans le nettoyage des puits de pétrole ou de gaz orphelins ou abandonnés	5
Renforcer les agences de développement économique régional de l'Ouest	7
Accroître les investissements fédéraux dans les infrastructures de facilitation du commerce	9
Indemniser les agriculteurs pour la tarification fédérale du carbone	10
Réduire les émissions du secteur de l'énergie	12
Recommandations de l'ÉSSÉO nécessitant des mesures supplémentaires	14
Établir des corridors de services publics nationaux	15
Améliorer les évaluations d'impact fédérales	16
Améliorer la sécurité ferroviaire	16
Soutenir les collectivités en énergie dans le cadre d'une « transition équitable » vers la carboneutralité	17
La vision de l'ÉSSÉO d'une transition locale vers la carboneutralité	18
Conclusion : La vision de l'ÉSSÉO pour un Ouest canadien prospère	20
Annexe 1 : Liste des membres de l'ÉSSÉO	22
Anciens membres	23
Annexe 2 : Liste des réunions importantes de l'ÉSSÉO	24

Qu'est-ce que l'équipe spéciale sur les solutions économiques de l'Ouest de la FCM?

Les ressources naturelles du Canada sont depuis longtemps essentielles aux collectivités de l'Ouest et à l'économie du pays. Des secteurs comme l'énergie, l'exploitation minière et la foresterie ont contribué à créer de bons emplois, à stimuler la prospérité, à renforcer le développement communautaire et à soutenir des générations entières de familles.

Pourtant, les collectivités de l'Ouest vivent aujourd'hui de grandes inquiétudes économiques. Les pressions exercées sur ces secteurs, comme l'annulation du projet Keystone XL et les incertitudes relatives à la ligne 5 d'Enbridge, font en sorte que les citoyens s'inquiètent pour leur emploi, leurs moyens de subsistance et leur avenir. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'empirer la situation.

En tant que dirigeants locaux, nous le voyons de près. Afin de surmonter ces défis, la Fédération canadienne des municipalités a créé l'équipe spéciale sur les solutions économiques de l'Ouest (ÉSSÉO). L'ÉSSÉO est composée de dirigeants municipaux ruraux et urbains des provinces canadiennes de l'Ouest : le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Ensemble, nous présentons les réalités de l'Ouest à la table fédérale et proposons des solutions concrètes pour soutenir les collectivités de cette région. Notre ambitieuse mobilisation a conduit à de nouveaux investissements fédéraux qui permettront aux collectivités locales de diversifier leurs économies et de créer des possibilités pour les travailleurs et les familles.

Dans le rapport final qui suit, nous soulignons les principaux défis auxquels les collectivités de l'Ouest canadien se heurtent ainsi que les efforts déployés par l'ÉSSÉO pour les relever. Nous présentons également notre vision de la façon dont l'innovation et l'ingéniosité de l'Ouest peuvent protéger et créer des emplois, accroître la prospérité du pays et soutenir la transition du Canada vers la carboneutralité.

Chaque région canadienne doit jouer un rôle important dans la construction d'un avenir commun. Le Canada fonctionne mieux lorsque chacun a de réelles possibilités de s'épanouir. La voie à suivre doit inclure la recherche d'un consensus et un partenariat significatif avec les communautés autochtones qui contribue à la justice et à la réconciliation. Il nous incombe à tous de garantir un avenir prospère aux collectivités de l'Ouest, ainsi qu'aux personnes qui en font fièrement partie.



Randy Goulden

*Présidente, équipe spéciale sur les solutions économiques de l'Ouest
Conseillère, Yorkton, Saskatchewan*



Charlie Clark

*Coprésident, équipe spéciale sur les solutions économiques de l'Ouest
Maire, Saskatoon, Saskatchewan*



Paul McLauchlin

*Coprésident, équipe spéciale sur les solutions économiques de l'Ouest
Président, Rural Municipalities of Alberta*



Aperçu des défis économiques auxquels font face les collectivités de l'Ouest

Les quatre provinces occidentales du Canada s'étendent sur plus de 2,7 millions de kilomètres carrés et représentent près de 40 % de l'économie du pays. La région est riche en ressources naturelles et comporte des réserves de pétrole, de potasse et d'uranium qui sont parmi les plus grandes au monde. L'Ouest canadien compte plus de 107 000 exploitations agricoles qui couvrent plus de 135 millions d'acres, ce qui représente 85 % des terres agricoles canadiennes. La plus grande ressource de la région est sa population. La population de l'Ouest canadien est jeune et croissante, et elle représente un tiers de la population canadienne totale. Elle comprend plus de la moitié des peuples autochtones qui vivent au Canada et plus de 40 % des nouveaux immigrants.

L'ÉSSÉO a vu le jour à la fin de 2019 en réponse aux défis économiques auxquels l'Ouest canadien s'est heurté. Entre 2015 et 2019, la croissance annuelle du PIB dans les quatre provinces de l'Ouest a été de 1,2 %, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de 1,6 %. Dans les trois provinces des Prairies, la croissance annuelle moyenne du PIB au cours de la même période s'est élevée à seulement 0,64 %, soit moins de la moitié de la moyenne nationale. Le chômage en Alberta a grimpé de 4,7 % en 2015 à 8,5 % en 2017. Ces difficultés économiques ont été le résultat de nombreux facteurs, y compris les suivants :

➤ **Diminution des investissements dans les secteurs du pétrole et du gaz.**

Jusqu'en 2020, le pétrole et le gaz canadiens se vendaient à un prix inférieur aux prix de référence nord-américains et internationaux, ce que les analystes attribuaient principalement à un manque d'accès au marché international. À partir de 2019, les prix internationaux du pétrole ont également connu une baisse marquée en raison d'un différend entre les pays membres de l'OPEP. Selon Services économiques TD, les prix internationaux du pétrole ont depuis lors rebondi, la reprise économique mondiale de la pandémie de COVID-19 s'étant amorcée, mais les investissements de capitaux devraient rester « extrêmement limités », principalement en raison de l'incertitude persistante sur l'accès au marché et l'évolution de la demande mondiale de pétrole.

➤ **Défis en matière d'exportations agricoles.**

Les restrictions imposées par la Chine sur le porc, le soja et le canola canadiens en 2018 et en 2019, ainsi que les barrières commerciales non tarifaires imposées par l'Inde sur les légumineuses canadiennes, ont eu des répercussions sur les exportations agricoles de l'Ouest canadien en 2019. Les différends commerciaux internationaux ont été aggravés par un manque de capacité à expédier des céréales par voie ferroviaire au cours de la même période. Ensemble, ces défis ont mis en évidence la nécessité de diversifier les marchés d'exportation et d'accroître la capacité des infrastructures commerciales nationales.

➤ **Bouleversement du secteur forestier.**

Le secteur forestier de l'Ouest canadien a été durement touché par la confluence du conflit actuel entre le Canada et les États-Unis relatif au bois d'œuvre, des effets du dendroctone du pin ponderosa et des multiples saisons de feux de forêt records. Rien qu'en 2019, la Colombie-Britannique a perdu 6 000 travailleurs dans 25 scieries situées dans 22 collectivités touchées par des fermetures d'usines, des licenciements ou des réductions d'effectifs. Bien que les prix du bois aient augmenté rapidement pendant la pandémie de COVID-19, ce secteur essentiel de l'économie de l'Ouest canadien fait toujours face à des défis d'ordre structurel.

Dans le cadre de ce contexte économique, l'ÉSSÉO a déterminé quatre domaines prioritaires pour la prise de mesures fédérales :

- l'élimination des obstacles à la mise en marché des ressources et des produits (infrastructures commerciales et de transport);
- le développement énergétique, la politique climatique et la réglementation;
- le soutien aux collectivités pour encourager la diversification et le développement des économies;
- l'infrastructure municipale et la viabilité financière.



Comment l'ÉSSÉO a façonné le programme national

La mobilisation ambitieuse de l'ÉSSÉO a reçu le soutien de tous les partis fédéraux et a permis d'obtenir d'importants investissements fédéraux qui prennent en compte les réalités auxquelles font face les collectivités de l'Ouest. Le gouvernement fédéral a donné suite à plusieurs des recommandations les plus importantes de l'ÉSSÉO, notamment en matière de création d'emploi, de développement économique régional, de stimulation du commerce et des exportations, et de soutien aux agriculteurs.



Encourager les investissements fédéraux dans le nettoyage des puits de pétrole ou de gaz orphelins ou abandonnés

En réponse à une recommandation de l'ÉSSÉO, le gouvernement fédéral s'est engagé en avril 2020 à fournir 1,7 milliard de dollars pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz orphelins et abandonnés. Cela comprend :

- 200 millions de dollars à l'Alberta Orphan Wells Association (OWA) pour le nettoyage des puits orphelins;
- jusqu'à 1 milliard de dollars au gouvernement de l'Alberta pour nettoyer les puits inactifs;
- jusqu'à 400 millions de dollars au gouvernement de la Saskatchewan pour assainir les puits orphelins et inactifs;
- jusqu'à 120 millions de dollars au gouvernement de la Colombie-Britannique pour nettoyer les puits orphelins et inactifs.

La principale raison de cette recommandation était le développement économique. La remise en état des puits de pétrole et de gaz est très exigeante en matière de main-d'œuvre et nécessite les compétences spécialisées des travailleurs du secteur de l'énergie. On estime que l'assainissement des 91 000 puits inactifs en Alberta créerait 250 000 années-personnes de travail. Reconnaissant qu'il s'agit d'un défi de taille, particulièrement pour l'Alberta qui aura besoin de plusieurs dizaines d'années



pour se remettre sur pied, l'ÉSSÉO a soulevé l'importance de trouver une solution à long terme qui n'exonère pas complètement le secteur de ses responsabilités financières.

À court terme, ce financement fédéral de 1,7 milliard de dollars devrait permettre de créer 5 200 emplois et de stimuler l'économie de l'Ouest canadien, tout en permettant de trouver une solution durable qui contraindra l'industrie à assumer le coût total de la remise en état à l'avenir.

Sur les 91 000 puits inactifs en Alberta en 2019, 77 000 étaient abandonnés et 4 600 étaient orphelins. Comme nous l'avons mentionné plus haut, 1 milliard de dollars du programme de soutien de 1,7 milliard de dollars ont été fournis au gouvernement albertain pour nettoyer les puits inactifs qui ne sont pas couverts par l'OWA. Le montant devrait être fourni sous forme de subventions et ne sera pas remboursé par le secteur ou le gouvernement albertain.

Cependant, le gouvernement fédéral a imposé trois conditions à ce financement afin de s'assurer que l'industrie soit financièrement responsable de la majorité des nettoyages de puits à long terme :

1. L'Alberta s'est engagée à mettre en œuvre une réglementation renforcée afin de réduire considérablement les possibilités de nouveaux puits orphelins. Le gouvernement fédéral a déclaré que « cela permettra de créer un système financé de manière viable de manière à ce que les entreprises assument les coûts de leurs responsabilités environnementales ».
2. Les propriétaires fonciers locaux auront la possibilité de désigner et de classer par ordre de priorité les puits à assainir. Le financement sera accordé en priorité aux entreprises dont les taxes municipales sont en règle.

3. Le programme de financement sera supervisé par un comité fédéral-provincial, et le gouvernement fédéral aura comme rôle de veiller à la participation des municipalités et des Autochtones.

Il reste à voir dans quelle mesure l'industrie sera financièrement responsable de la majorité des puits; cela dépendra en grande partie des réformes réglementaires effectuées par le gouvernement albertain et l'Alberta Energy Regulator.



À court terme, ce financement fédéral de 1,7 milliard de dollars devrait permettre de créer 5 200 emplois et de stimuler l'économie de l'Ouest canadien [...]



Innovations de l'Ouest

Alimenter l'avenir du district municipal de Taber, en Alberta

Le ralentissement du secteur pétrolier et gazier a durement touché les régions rurales de l'Alberta. Environ un tiers seulement de tous les puits de pétrole et de gaz du district municipal de Taber sont actuellement exploités, ce qui présente des défis importants pour l'économie locale, les agriculteurs, les résidents et la municipalité elle-même. L'association Rural Municipalities of Alberta estime que les entreprises doivent plus de 245 millions de dollars aux municipalités en taxes foncières impayées. Avec le soutien du Municipal Climate Change Action Centre, le district municipal de Taber collaborera avec RenuWell et d'autres

parties prenantes pour convertir les sites de puits orphelins et abandonnés en installations solaires intelligentes. Une fois mis en œuvre, ce projet profitera non seulement à l'économie locale, mais préservera également 35 000 acres de terres agricoles et réduira les émissions de GES. À l'échelle de l'Alberta, ce modèle pourrait se traduire par 77 500 emplois directs à temps plein dans la construction et 1 860 emplois permanents, ainsi que par une réduction des émissions de GES d'environ 4 300 000 tonnes métriques d'équivalent de dioxyde de carbone par année. Le projet met en lumière la force des municipalités, qui répondent directement aux besoins de leurs résidents, tout en faisant avancer le pays dans son ensemble.



Renforcer les agences de développement économique régional de l'Ouest

L'ÉSSÉO a demandé 600 millions de dollars sur trois ans pour renforcer les agences de développement régional de l'Ouest afin de créer des emplois tout en stimulant et en diversifiant les économies locales. **Dans l'Énoncé économique de l'automne de novembre 2020, le gouvernement fédéral a réagi en annonçant la création d'une nouvelle agence fédérale de développement économique pour la Colombie-Britannique.** Le budget de 2021 prévoit 560 millions de dollars sur cinq ans pour la nouvelle agence britanno-colombienne. Cette somme s'ajoute au financement actuel de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (environ 200 millions de dollars par an), qui sera désormais axé sur le développement économique régional en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba par l'intermédiaire d'une nouvelle agence pour les Prairies. La FCM a fait participer la ministre du Développement économique et des membres de la fonction publique fédérale à la conception et à la mise en œuvre de ces nouvelles agences de l'Ouest pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins des municipalités et aux défis économiques de la région.



S'appuyant sur la stratégie « Croissance de l'Ouest » de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, ces deux nouvelles agences peuvent renforcer les forces régionales telles que l'agriculture, la foresterie et l'énergie, et soutenir les secteurs à croissance rapide comme la technologie, les finances et le tourisme. L'ÉSSÉO a recommandé de mettre l'accent sur l'augmentation de la production à valeur ajoutée des ressources naturelles et des produits agricoles. Dans le secteur de l'agriculture, le gouvernement fédéral s'est fixé comme objectif de faire passer les ventes sur le marché intérieur de 110 à 140 milliards de dollars, et les exportations de 65 à 85 milliards de dollars d'ici 2025. Conjugués aux investissements dans l'infrastructure commerciale (voir ci-dessous) et à l'accès à Internet à large bande, les investissements réalisés par l'intermédiaire des agences de développement économique régional peuvent contribuer à accroître la production agroalimentaire.



Innovations de l'Ouest

Durabilité de la foresterie à Prince George, en Colombie-Britannique

Le Wood Innovation Research Laboratory (WIRL) de la University of Northern British Columbia est à la pointe de la durabilité forestière. Grâce à un terrain donné par la ville de Prince George et à des investissements fédéraux et provinciaux, le WIRL est devenu un centre d'innovation pour l'ingénierie du bois durable. Le laboratoire a été conçu pour répondre aux normes des maisons passives, ce qui signifie qu'il faut très peu d'énergie pour garder le bâtiment chaud grâce à ses murs épais et isolés. Même lorsque les conditions météorologiques de Prince George fluctuent, la température à l'intérieur du bâtiment ne change presque pas. Le laboratoire de recherche, en partenariat avec la Ville de Prince George, a permis de réduire de 30 à 40 % les émissions de gaz à effet de serre associées au chauffage des bâtiments municipaux au gaz naturel, ce qui a contribué à faire de la ville l'une des plus efficaces sur le plan énergétique au Canada pour sa taille. Ce projet ne soutiendra pas seulement l'industrie forestière locale, mais aussi les collectivités de la région. Le travail du centre d'innovation illustre ce qui est possible lorsqu'on donne aux municipalités les moyens de créer des partenariats pour l'innovation et le développement économique à l'échelle locale.





Le Canada possède la troisième plus grande dotation en ressources naturelles par habitant au monde.

Accroître les investissements fédéraux dans les infrastructures de facilitation du commerce

Le budget de 2021 répond directement à la demande de l'ÉSSÉO d'élargir le Fonds national des corridors commerciaux en y ajoutant 1,9 milliard de dollars sur quatre ans.

Les infrastructures commerciales, y compris les routes, les autoroutes, les chemins de fer ou les ports, sont essentielles pour acheminer les produits canadiens vers les marchés tout en stimulant les exportations et en protégeant les emplois, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles. Le Fonds national des corridors commerciaux, qui est administré par Transports Canada, est accessible et profitera aux municipalités de toutes les régions du Canada. La FCM continue de demander que les infrastructures municipales, comme les routes et les ponts municipaux, soient admissibles au financement lorsque des données probantes indiquent qu'elles soutiennent le commerce interprovincial et international.

Le Canada possède la troisième plus grande dotation en ressources naturelles par habitant au monde, représentant 1,82 million d'emplois et contribuant à 17 % du PIB du pays. L'acheminement des ressources naturelles – y compris les métaux et les minéraux, les produits forestiers et les produits agricoles et pétroliers, ainsi que les biens manufacturés – vers les marchés canadiens et internationaux est essentiel à la croissance économique du Canada.

Au début des années 2000, le Canada a effectué d'importants investissements dans l'infrastructure commerciale par l'intermédiaire du Cadre de politique nationale sur les portes et les corridors commerciaux stratégiques, qui comprenait l'Initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique, le programme du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers, et la reconstruction du réseau routier national. Ainsi, en 2008, le Forum économique mondial a classé le Canada comme ayant la 10^e meilleure infrastructure commerciale au monde. Aujourd'hui, le Canada se classe au 32^e rang.

La demande mondiale de ressources et de produits agricoles canadiens augmente rapidement. Le Conseil consultatif en matière de croissance économique du ministre fédéral des Finances, présidé par Dominic Barton, associé directeur général de McKinsey Global (aujourd'hui ambassadeur du Canada en Chine), a souligné que le secteur agricole était la plus grande occasion de croissance économique pour le Canada. Le Conseil a également remarqué que l'insuffisance des infrastructures commerciales constituait un obstacle majeur à la croissance du secteur agricole. Le gouvernement fédéral s'est engagé à augmenter les exportations agricoles du Canada de 50 % d'ici 2025 et à faire du pays le deuxième plus grand exportateur de produits agricoles au monde d'ici 2025.



Indemniser les agriculteurs pour la tarification fédérale du carbone

En réponse à une autre recommandation de l'ÉSSÉO, le budget de 2021 a prévu l'adoption d'un nouveau mécanisme pour indemniser les agriculteurs pour le coût de la tarification du carbone. La remise ne s'appliquera qu'aux agriculteurs des quatre provinces où la tarification fédérale du carbone est en vigueur : l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et l'Ontario. **Le gouvernement fédéral estime que les agriculteurs recevront 100 millions de dollars la première année.** L'ÉSSÉO a demandé que les agriculteurs soient indemnisés pour les coûts liés à la tarification fédérale du carbone en ce qui a trait au séchage des grains et en

particulier, au chauffage des granges. La FCM suivra la conception du programme de remises pour s'assurer que ces résultats soient atteints. L'ÉSSÉO a également souligné la possibilité pour les agriculteurs d'adopter des technologies à faible émission de carbone au fil du temps. En réponse à cela, le budget de 2021 a accordé la priorité à un montant de 50 millions de dollars dans le cadre du Programme des technologies propres en agriculture récemment élargi à 165,5 millions de dollars pour l'achat de séchoirs à grains plus efficaces pour les agriculteurs canadiens.



Crédit photo : The Brandon Sun
<https://www.brandonsun.com/local/Plenty-of-potential-in-Portage-pea-plant-573747941.html>

de plantes. Cette année, Roquette a terminé les travaux de la plus grande usine de transformation de protéines de pois au monde, qui créera 150 emplois locaux tout en contribuant à répondre à la demande mondiale croissante d'aliments à base de plantes. Et ce n'est pas tout. Grâce à ces améliorations communautaires, J.R. Simplot, une entreprise florissante spécialisée dans la transformation de la pomme de terre, déjà située à Portage la Prairie, a également récemment investi plus de 460 millions de dollars dans un projet d'agrandissement visant à faire passer ses installations actuelles de 180 000 à 460 000 pieds carrés. L'agrandissement a doublé les besoins de l'usine en pommes de terre provenant d'agriculteurs régionaux et a fait passer le nombre d'emplois de 87 à 150 postes à temps plein.

Innovations de l'Ouest

Nouvel investissement mondial à Portage la Prairie, au Manitoba

Le partenariat entre la Ville et de la municipalité rurale de Portage la Prairie, au Manitoba, remonte à loin. Travaillant ensemble pour planifier l'avenir, les municipalités ont fait des investissements stratégiques pour améliorer l'accès à l'Internet à large bande ainsi que la capacité locale d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées dans la région. Ce travail s'est avéré essentiel pour attirer un investissement de 600 millions de dollars de Roquette, un chef de file mondial des ingrédients à base



Innovations de l'Ouest

Leadership en matière d'hydrogène dans la région d'Edmonton

Les municipalités de la région d'Edmonton sont appelées à devenir les prochains chefs de file de l'industrie de l'énergie propre et de l'hydrogène. Le centre régional d'hydrogène d'Edmonton envisage un avenir où les autobus, les trains, les camions lourds, le chauffage domestique et les équipements agricoles fonctionneront tous à l'hydrogène et n'émettront aucune émission. Le

centre tire parti des atouts de la région, notamment l'accès à du gaz naturel à faible coût, l'engagement des parties prenantes au sein du gouvernement, les établissements de recherche, la diversité des collectivités, la présence d'ingénieurs qualifiés et un vaste réseau d'infrastructures de pipelines. Le revenu de gros de l'hydrogène au Canada est actuellement de 100 milliards de dollars par an. Le centre a le potentiel de produire 30 % de l'hydrogène du Canada à l'avenir. En avril 2021, le centre a reçu plus de 2 millions de dollars de financement de tous les ordres de gouvernement. Avec 25 projets en cours, les Albertains assisteront à l'essor d'une économie locale de l'hydrogène alors que le centre passera de la phase de planification stratégique à celle de la construction d'infrastructures. Premier en son genre, le centre montre comment les collectivités locales peuvent soutenir l'économie canadienne dans son ensemble.





Réduire les émissions du secteur de l'énergie

Le gouvernement fédéral a partiellement donné suite aux recommandations de l'ÉSSÉO relativement à la réduction des émissions dans le secteur énergétique canadien. **En plus du 1,5 milliard de dollars sur cinq ans que le gouvernement fédéral s'est engagé à verser au Fonds pour les combustibles propres en décembre 2020, le budget de 2021 comprenait des mesures supplémentaires pour soutenir la Stratégie canadienne pour l'hydrogène**, qui vise à positionner le Canada parmi les trois premiers exportateurs mondiaux d'hydrogène :

- Ajout d'équipements de production et de ravitaillement en hydrogène à la liste des technologies d'énergie propre admissibles à bénéficier d'un amortissement accéléré à 100 %;
- 56 millions de dollars sur cinq ans pour permettre à Mesures Canada d'élaborer et de mettre en œuvre, en coordination avec des partenaires internationaux comme les États-Unis, un ensemble de codes et de normes pour les stations de recharge et de ravitaillement en carburant à émission zéro, y compris l'hydrogène;
- 67,4 millions de dollars sur sept ans pour Mesures Canada afin de veiller à ce que les transactions commerciales de carburants à faible teneur en carbone, y compris l'hydrogène, soient mesurées avec précision, comme c'est le cas pour les carburants traditionnels.



Afin d'accélérer la recherche, le développement et la commercialisation des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC), le budget de 2021 comprenait les engagements suivants :

- Introduire un crédit d'impôt à l'investissement pour le capital investi dans des projets de CUSC ayant pour objectif de réduire les émissions d'au moins 15 mégatonnes de CO₂ par an. Cette mesure entrera en vigueur en 2022. Les documents budgétaires indiquent que ce crédit d'impôt s'appliquera à la production d'hydrogène;
- 319 millions de dollars sur sept ans à Ressources naturelles Canada pour soutenir la recherche, le développement et les démonstrations qui amélioreront la viabilité commerciale des technologies de capture, d'utilisation et de stockage du carbone.

Afin que le secteur énergétique canadien soit compétitif dans un monde où les émissions de carbone sont limitées, un effort concerté à long terme de la part du secteur privé sera nécessaire, ainsi que le soutien du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux.

D'autres investissements fédéraux sont nécessaires dans les domaines suivants :

- l'efficacité des processus industriels;
- la récupération de la chaleur et de l'eau des gaz de combustion;
- l'optimisation numérique à l'aide de commandes de processus avancées;
- la récupération et l'utilisation de la chaleur perdue;
- la technologie des puits multilatéraux pour réduire l'intensité des GES dans les opérations de SAGD;
- les réductions de l'intensité énergétique grâce aux régulateurs de débit et aux gaz non condensables;
- le passage à des sources non émettrices dans l'ensemble de la chaîne de valeur;
- le captage, l'utilisation et le stockage du carbone;
- la détection, le captage et l'utilisation des fuites de méthane.

Enfin, l'ÉSSÉO demande au gouvernement fédéral d'accélérer la mise en œuvre de la Stratégie canadienne pour l'hydrogène.



Profils d'innovation de l'Ouest

Développement économique régional municipal-autochtone en Saskatchewan

Entre 2016 et 2019, les Chefs tribaux de Battlefords Agency et la Ville de

North Battleford, en Saskatchewan, ont participé à [l'Initiative de développement économique communautaire](#) (IDEC), une initiative conjointe de la FCM et du Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones (Cando). L'IDEC facilite l'établissement de relations et la coopération entre les municipalités et les gouvernements autochtones. Le partenariat a donné lieu à un plan d'emploi autochtone et de main-d'œuvre représentative à la Ville de North Battleford, ainsi qu'à la création des *Lignes directrices pour la création de réserves urbaines : considérations et avantages relatifs aux réserves urbaines en Saskatchewan*. L'entente sur les relations avec les Sacichawasihc crée un cadre permettant aux gouvernements de la région de collaborer sur des questions d'importance régionale, comme le développement économique, la santé, l'éducation et la criminalité. Dans l'ensemble, l'initiative montre comment la collaboration entre les communautés autochtones et non autochtones est importante pour la réconciliation et permet de libérer le potentiel de développement économique.



Recommandations de l'ÉSSÉO nécessitant des mesures supplémentaires

1

Établir des corridors de services publics nationaux

Un corridor de services publics est une emprise qui est préapprouvée pour le développement d'infrastructures de transport, d'énergie ou de télécommunications. En 2017, le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce a publié un rapport intitulé Corridor national : améliorer et faciliter le commerce et les échanges intérieurs. Théoriquement, l'idée n'est pas différente des processus de zonage et d'aménagement du territoire utilisés par les municipalités.

Afin d'améliorer la prévisibilité à long terme des processus d'évaluation fédéraux pour les infrastructures énergétiques interprovinciales comme les pipelines et les lignes électriques,

L'ÉSSÉO demande au gouvernement fédéral d'établir un processus de préapprobation des itinéraires pour une série de corridors de services publics nationaux. L'Agence d'évaluation d'impact du Canada a actuellement le mandat de mener à la fois des évaluations stratégiques et des évaluations régionales qui peuvent porter sur un type de projet ou évaluer les effets de divers projets dans une région. Ces évaluations pourraient être utilisées pour établir la base des corridors de services publics nationaux, car elles permettraient de déterminer efficacement les effets potentiels à l'avance afin d'améliorer la prévisibilité pour les investisseurs et les promoteurs de projets.



2

Améliorer les évaluations d'impact fédérales

La FCM a appuyé de nombreux éléments du régime fédéral modernisé d'évaluation des impacts établi par le projet de loi C-69, notamment la façon dont il a amélioré la capacité des municipalités à participer aux évaluations fédérales et la consultation des communautés autochtones. Toutefois, il reste à établir si le nouveau processus satisfera à l'objectif annoncé par le gouvernement fédéral d'être plus prévisible. **L'ÉSSÉO a déterminé trois domaines qui pourraient demander des modifications supplémentaires :**

- **Calendrier :** Améliorer la prévisibilité des délais d'évaluation en limitant la capacité du ministre responsable de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada à

accorder des prolongations de délai au-delà du maximum par défaut d'un an.

- **Portée :** Concentrer les évaluations fédérales sur les effets directs d'un projet en matière d'économie, d'environnement, de santé et de sécurité publique.
- **Participants :** Axer la participation sur les personnes et les collectivités directement touchées par un projet.

L'ÉSSÉO recommande que le gouvernement fédéral examine régulièrement le nouveau régime d'évaluations d'impact afin d'analyser les résultats et de déterminer dans quelle mesure il répond aux objectifs du gouvernement fédéral en matière de prévisibilité.

3

Améliorer la sécurité ferroviaire

Le budget de 2021 n'a pas fait suite à la recommandation de l'ÉSSÉO d'augmenter de 100 millions de dollars le Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire (PASF). Les municipalités, les propriétaires privés et les sociétés ferroviaires doivent accroître le financement d'immobilisations pour améliorer la sécurité ferroviaire aux passages à niveau. Les améliorations de la sécurité des chemins de fer améliorent également la circulation du transport de marchandises par voie ferroviaire.

La FCM continuera de réclamer un financement accru pour les améliorations de la sécurité ferroviaire afin de permettre aux municipalités de se conformer au *Règlement sur les passages à niveau* fédéral.



Soutenir les collectivités en énergie dans le cadre d'une « transition équitable » vers la carboneutralité

Le gouvernement fédéral s'est engagé à mettre en œuvre une loi sur la transition équitable et a lancé en juillet 2021 une consultation sur une « transition équitable axée sur l'humain ».

Le rôle des gouvernements municipaux et les effets financiers directs de la transition vers la carboneutralité sur les revenus municipaux doivent constituer une considération centrale de la stratégie de transition équitable du gouvernement fédéral.

Les municipalités des régions productrices d'énergie dépendent fortement des revenus fiscaux provenant du secteur de l'énergie. En Alberta, les taxes prélevées sur les machines, les équipements et les propriétés linéaires représentaient 58 % des revenus fiscaux fonciers des municipalités rurales en 2019.

Les infrastructures municipales et les services fournis par les gouvernements locaux soutiennent le commerce et sont essentiels à la croissance économique. La diversification économique, dans le cadre d'une transition vers la carboneutralité, nécessite des finances municipales stables afin de maintenir et d'améliorer les infrastructures locales et les services municipaux. À l'inverse, la baisse des revenus municipaux peut être fatale pour les régions productrices d'énergie.

En 2016, le gouvernement fédéral s'est engagé à éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon sans technologie de captage, de stockage et d'utilisation du carbone d'ici 2030. Reconnaisant les effets économiques directs et indirects que cette politique aurait sur les collectivités, le gouvernement fédéral a créé un Groupe de travail sur la transition équitable pour les collectivités

et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes. En réponse aux recommandations du Groupe de travail, le gouvernement fédéral s'est engagé, dans le budget de 2019, à créer un fonds d'infrastructure de 150 millions de dollars, à compter de 2020-2021, pour soutenir les projets prioritaires et la diversification économique dans les collectivités touchées. Le groupe de travail a également suggéré que le gouvernement fédéral « [entreprenne] une phase ultérieure de consultation et d'analyse élargie de la transition équitable au Canada avec les industries, au-delà du charbon ».

S'appuyant sur les travaux du Groupe de travail sur la transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes, **L'ÉSSÉO demande au gouvernement fédéral de créer un fonds d'infrastructure communautaire pour l'énergie afin de répondre aux besoins en matière d'infrastructure et de développement économique des municipalités situées dans les régions productrices de pétrole et de gaz** qui subissent – et devraient subir – des répercussions économiques négatives en raison de la transition vers la carboneutralité d'ici 2050. Les fonds devraient être versés de manière directe et efficace par l'intermédiaire d'un programme basé sur la présentation d'une demande qui permet aux collectivités énergétiques de proposer des projets qui répondent aux priorités locales et régionales en matière d'infrastructures. Ils devraient soutenir une variété de catégories d'infrastructures et de coûts admissibles, y compris les infrastructures municipales, provinciales, à but non lucratif et du secteur privé, et s'accroître au fil du temps en fonction des besoins à long terme.



La vision de l'ÉSSÉO d'une transition locale vers la carboneutralité

Dans le cadre de sa stratégie visant à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, le gouvernement fédéral doit placer les collectivités locales des régions productrices de pétrole et de gaz au cœur même de la transition.

Dans le cadre de cette transition, le gouvernement fédéral doit :

1. **Mettre en œuvre des politiques et des programmes fédéraux rigoureux en matière de climat afin de réduire les émissions de GES du Canada conformément aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat**, en mettant le Canada sur une voie à faible émission de carbone pour atteindre la carboneutralité d'ici le milieu du siècle. Pour atteindre la carboneutralité, les politiques et programmes fédéraux doivent compléter les mesures municipales et viser des moyens de réduction d'émissions peu coûteux et facilement accessibles, en particulier dans les secteurs des bâtiments, des transports et des déchets.
2. **Positionner le Canada de manière à ce qu'il continue d'être un exportateur d'énergie mondial de premier plan sur la voie vers la carboneutralité.** À court terme, soutenir les investissements qui réduisent l'intensité de carbone de l'ensemble de la chaîne de valeur, permettant ainsi aux sources d'énergie canadiennes à faible teneur en carbone de remplacer les formes d'énergie à plus forte teneur en carbone sur les marchés d'exportation mondiaux, tout en aidant le secteur pétrolier et gazier du Canada à investir dans la technologie et la R-D afin d'accélérer la transition vers des hydrocarbures neutres, ce qui permettra à l'industrie d'être concurrentielle à l'échelle mondiale dans un monde sous contrainte carbone.
3. **Reconnaître que le Canada a besoin d'un cadre réglementaire dans lequel une nouvelle capacité d'exportation de l'énergie peut être ajoutée à court terme afin d'élargir l'accès aux marchés internationaux**, tout en garantissant que le produit est transporté de la manière la plus sûre possible et conformément aux meilleures normes de sécurité de sa catégorie.
4. **Évaluer les effets à court, à moyen et à long terme des politiques climatiques carboneutres sur les collectivités dans les régions productrices de pétrole et de gaz**, y compris les effets sur les gouvernements municipaux, les services publics, les travailleurs et les résidents, et mettre en œuvre des politiques et des programmes complets adaptés au lieu pour faire face à ces répercussions et assurer une croissance économique durable dans ces régions.
5. **Trouver de nouvelles façons de continuer à extraire la valeur des hydrocarbures tout en réduisant les émissions de GES**, ainsi que de diversifier les économies en s'appuyant sur d'autres forces économiques régionales existantes. Les changements fondamentaux dans un secteur énergétique orienté vers l'exportation ne peuvent être remplacés uniquement par une transition vers les énergies renouvelables pour la consommation intérieure.





Conclusion : La vision de l'ÉSSÉO pour un Ouest canadien prospère

Le Canada est en constante évolution. Les fluctuations économiques et démographiques, l'innovation et les nouvelles technologies, la réconciliation avec les peuples autochtones, changements climatiques et la COVID-19 sont tous des facteurs qui influent grandement sur nos collectivités d'aujourd'hui et qui façonneront notre avenir commun.



Nous imaginons un Ouest canadien où chaque collectivité peut prospérer et s'épanouir. Où les parents ont la certitude que leurs enfants peuvent trouver de bons emplois et des débouchés près de chez eux, dès maintenant et pour les années à venir.



En tant qu'ordre du gouvernement le plus proche des Canadiens, les dirigeants locaux voient de près la manière dont les défis nationaux complexes touchent la vie quotidienne des citoyens. Nous savons ce qu'il faut faire pour relever ces défis sur le terrain, là où les Canadiens vivent, travaillent et élèvent leurs enfants. C'est dans cet esprit que la Fédération canadienne des municipalités a créé son ÉSSÉO. Les dirigeants locaux ont constaté le profond sentiment d'anxiété que ressentent les Canadiens de l'Ouest au sujet de leur emploi et de leur avenir, et nous avons voulu les aider.

Nous imaginons un Ouest canadien où chaque collectivité peut prospérer et s'épanouir. Où les parents ont la certitude que leurs enfants peuvent trouver de bons emplois et des débouchés près de chez eux, dès maintenant et pour les années à venir. Où la réconciliation et le partenariat avec les populations autochtones sont la norme. Où les ressources naturelles et l'infrastructure énergétique du Canada

continuent de favoriser la prospérité nationale tout en respectant des normes environnementales élevées. Et où l'innovation et l'ingéniosité de l'Ouest permettent de diversifier nos économies locales et de créer de nouvelles possibilités pour les travailleurs et les familles. Nous imaginons également des gouvernements locaux autonomes et des services municipaux qui soutiennent la croissance économique, le bien-être de la collectivité et une meilleure qualité de vie pour tous.

Les solutions que nous présentons dans ce rapport, ainsi que le travail accompli par l'ÉSSÉO depuis sa création, s'inscrivent dans cette vision. Nous sommes fiers de servir et de soutenir les collectivités de l'Ouest, et nous continuerons à travailler de façon concrète avec tous ceux qui veulent faire de même. Les dirigeants locaux comprennent qu'il ne s'agit pas de politique, mais des personnes qui continuent à contribuer à la construction de notre remarquable pays.



Annexe 1 : Liste des membres de l'ÉSSÉO

Randy Goulden, présidente régionale de la FCM – *présidente de l'ÉSSÉO*

Paul McLaughlin, président de Rural Municipalities of Alberta – *vice-président de l'ÉSSÉO*

Charlie Clark, maire de Saskatoon – *vice-président de l'ÉSSÉO*

Joanne Vanderheyden, présidente de la FCM

Taneen Rudyk, première vice-présidente de la FCM

Scott Pearce, deuxième vice-président de la FCM

Geoff Stewart, troisième vice-président de la FCM

Garth Frizzell, ancien président de la FCM

Kam Blight, président de l'Association of Manitoba Municipalities

Brian Frenkel, président de l'Union of British Columbia Municipalities

Ray Orb, président de la Saskatchewan Association of Rural Municipalities
et président du Forum rural de la FCM

Rodger Hayward, président de la Saskatchewan Urban Municipalities Association

Naheed Nenshi, maire de Calgary

Don Iveson, maire d'Edmonton

Sandra Masters, mairesse de Regina

Brian Bowman, maire de Winnipeg

Anciens membres

Al Kemmere, ancien président de Rural Municipalities of Alberta

Barry Morishita, président de l'Alberta Urban Municipalities Association

Gordon Barnhart, ancien président de la Saskatchewan Urban Municipalities Association

Maja Tait, ancienne présidente de l'Union of British Columbia Municipalities

Ralph Groening, ancien président de l'Association of Manitoba Municipalities

Bill Karsten, ancien président de la FCM

Darren Hill, ancien deuxième vice-président de la FCM



Annexe 2 : Liste des réunions importantes de l'ÉSSÉO

Depuis sa création, l'ÉSSÉO a rencontré un certain nombre de décideurs fédéraux de haut niveau, tant au sein du gouvernement que dans l'opposition. À chaque occasion, nous avons présenté les réalités auxquelles font face les collectivités de l'Ouest, ainsi que nos recommandations.

Date	Réunion
10 février 2020	Sommet inaugural de l'ÉSSÉO à Leduc, en Alberta. Les membres de l'équipe rencontrent directement la vice-première ministre Chrystia Freeland , la ministre du Développement économique Mélanie Joly et le ministre des Transports Marc Garneau . L'ÉSSÉO rencontre également les députés conservateurs Matt Jeneroux , James Cummings et Len Webber , ainsi que la députée néo-démocrate Heather McPherson .
3 mars 2020	Appel avec le ministre Garneau .
10 mars 2020	Réunion avec la sénatrice de l'Alberta Paula Simons .
7 avril 2020	Réunion avec les sénatrices Paula Simons et Frances Lankin .
29 avril 2020	Réunion avec Jim Carr , représentant spécial pour les Prairies.
19 mai 2020	Rencontre avec Michelle Rempel Garner , ministre fantôme de l'Industrie et du Développement économique, ainsi qu'avec le député conservateur Jeremy Patzer .
29 mai 2020	Réunion avec la sénatrice Paula Simons et son groupe de travail municipal comprenant les sénateurs Frances Lankin , Bev Busson , la D^{re} Mary Jane McCallum , Eric Forest , Renee Dupis , Mary Coyle , Margaret Dawn Anderson , Brent Cotter , Ratna Omidvar , Tony Dean et Donna Dasko .
Novembre 2020	Journées de représentation des intérêts de la FCM. Des membres de l'ÉSSÉO rencontrent les caucus conservateurs de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de la Saskatchewan , ainsi que Jim Carr et Warren Steinley , ministre fantôme conservateur du Développement économique et du Commerce intérieur.
16 février 2021	Réunion avec Jim Carr , représentant spécial pour les Prairies.
6 avril 2021	Réunion avec le caucus conservateur de l'Alberta .
7 avril 2021	Réunion avec la ministre Joly .



 fcm.ca/ESSEO